ANNEXE

AGENT	GRADE	STATUT	FONCTION	POSITION	MODALITE DE TRASFERT	AFFECTATION
1	Attaché territorial	Titulaire	Chef de service	Activité	Transfert de droit	MARTIGUES
1	Rédacteur	Titulaire	Médiateur	Activité	Transfert de droit	PORT DE BOUC
1	Educateur de jeunes enfants	Titulaire	Médiateur	Absence longue maladie	Transfert de droit	MARTIGUES
1	Agent de maîtrise	Titulaire	Médiateur	Activité	Transfert de droit	PORT DE BOUC
4	Adjoint territorial d'animation	Titulaire	Médiateur	Activité	Transfert de droit	MARTIGUES
1	Adjoint territorial d'animation	Titulaire	Médiateur	Activité	Transfert de droit	PORT DE BOUC
1	Adjoint territorial d'animation	Titulaire	Médiateur	Activité	Transfert de droit	SAINT MITRE LES REMPARTS
1	Adjoint technique territorial	Titulaire	Médiateur	Activité	Transfert de droit	MARTIGUES

CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES DE TRANSFERT DE PERSONNEL A LA VILLE DE MARTIGUES

Entre

La Métropole Aix-Marseille-Provence, sise 58 boulevard Charles Livon – 13307 Marseille, représentée par M. Jean-Claude GAUDIN, Président, dûment habilité à cet effet par délibération n° du Conseil de la Métropole en date du 28 Juin 2018,

Ci-après désignée : « la Métropole », d'une part,

Et

La Ville de Martigues, sis Hôtel de Ville de Martigues, Avenue Louis Sammut – 13500 MARTIGUES, représenté Monsieur Gaby CHARROUX, Maire, dûment habilité à cet effet par délibération n°,

Ci-après désigné : « la Ville », d'autre part,

Au 31 décembre 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues exerçait la compétence facultative en matière d'Espace Public Numérique.

Cette compétence était exercée sur le territoire des communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole exerce la compétence en lieu et place de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Dans sa séance du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole s'est prononcé en faveur de la restitution de la compétence « Espace Public Numérique » aux communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts.

Cette restitution est effective à compter du 1^{er} janvier 2018.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Ville de Martigues sera en mesure d'assurer le plein exercice de la compétence « Espace Public Numérique », la commune a confié à la Métropole Aix-Marseille-Provence, par convention, la gestion de cette compétence pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2018.

Ainsi, les agents exerçant leurs fonctions dans le cadre des missions relatives à la compétence « Espace Public Numérique » font l'objet d'une attention toute particulière de la Métropole et des communes concernées, dans le respect des dispositions protectrices de l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Sept postes en équivalent temps plein sont concernés par ce transfert (cf. tableau ci-après).

Les modalités de ce transfert de personnels sont soumises aux dispositions prévues par les articles du Code Général des Collectivités.

Concernant ces sept agents exerçant la totalité de leurs fonctions sur la compétence transférées, l'article L.5211-4-1 IV bis 2° du CGCT indique que la répartition des fonctionnaires et agents contractuels transférés par les communes en application du deuxième alinéa du I ou recrutés par l'établissement public de coopération intercommunale et qui sont chargés, pour la totalité de leurs fonctions, de la mise en œuvre de la compétence restituée est décidée d'un commun accord par convention conclue entre l'établissement public et ses communes membres.

Cette convention est soumise pour avis aux comités techniques placés auprès de l'établissement public de coopération intercommunale et auprès de la commune. Elle est notifiée aux agents contractuels et aux fonctionnaires concernés, après avis, selon le cas, des commissions consultatives paritaires ou des commissions administratives paritaires compétentes.

Il convient par conséquent de fixer les termes de cette convention qui concerne les sept agents exerçant la totalité de leurs fonctions sur la compétence « Espace Publique Numérique ».

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de décider d'un commun accord de la répartition des personnels qui sont liés pour la totalité de leurs fonctions à la compétence « Espace Publique Numérique »

Article 2 – MODALITES DE TRANSFERT

Les sept agents (fonctionnaires) en fonction au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence et chargés pour la totalité de leurs fonctions de la mise en œuvre de la compétence « Espace Publique Numérique », sont transférés à la Ville de Martigues à compter du 1^{er} juillet 2018.

AGENT	GRADE	STATUT	FONCTION	POSITION	MODALITE DE TRASFERT
1	Attaché territorial	Titulaire	Chef de service	Activité	Transfert de droit
1	Educateur de jeunes enfants	Titulaire	Médiateur	Absence longue maladie	Transfert de droit
4	Adjoint territorial d'animation	Titulaire	Médiateur	Activité	Transfert de droit
1	Adjoint technique territorial	Titulaire	Médiateur	Activité	Transfert de droit

Article 3 – PERSONNELS TRANSFERES

La présente convention sera notifiée à chacun des sept agents concernés.

Ces agents seront repris par la Ville dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Un arrêté de nomination par voie de transfert sera pris pour chacun des agents par le Maire de la Ville de Martigues.

Article 4 – ENTREE EN VIGUEUR DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à la date d’acquisition du caractère exécutoire de celle-ci.

Article 5 - TERME ANTICIPEE DE LA CONVENTION DE GESTION

D’un accord commun des deux parties, il est mis un terme à la convention de gestion entre la commune de Martigues et la Métropole-Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence « Développement des Espaces Numériques » au 30 juin 2018.

Article 6 - LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l’application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Marseille. Les parties s’engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à le.....

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence
Le Président

Pour la Ville de Martigues
Le Maire

Jean-Claude GAUDIN

Gaby CHARROUX

CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES DE TRANSFERT DE PERSONNEL A LA VILLE DE PORT DE BOUC

Entre

La Métropole Aix-Marseille-Provence, sise 58 boulevard Charles Livon – 13307 Marseille, représentée par M. Jean-Claude GAUDIN, Président, dûment habilité à cet effet par délibération n° du Conseil de la Métropole en date du 28 Juin 2018,

Ci-après désignée : « la Métropole », d'une part,

Et

La Ville de Port-de-Bouc, Cours Landrison – 13110 PORT-DE-BOUC, représenté Madame Patricia FERNANDEZ PEDINELLI, Maire, dûment habilité à cet effet par délibération n°,

Ci-après désigné : « la Ville », d'autre part,

Au 31 décembre 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues exerçait la compétence facultative en matière d'Espace Publique Numérique.

Cette compétence était exercée sur le territoire des communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole exerce la compétence en lieu et place de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Dans sa séance du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole s'est prononcé en faveur de la restitution de la compétence « Espace Publique Numérique » aux communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts à compter du 1^{er} janvier 2018.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Ville de Port-de-Bouc sera en mesure d'assurer le plein exercice de la compétence « Espace Publique Numérique », la commune a confié à la Métropole Aix-Marseille-Provence, par convention, la gestion de cette compétence pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2018.

Ainsi, les agents exerçant leurs fonctions dans le cadre des missions relatives à la compétence « Espace Publique Numérique » font l'objet d'une attention toute particulière de la Métropole et des communes concernées, dans le respect des dispositions protectrices de l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Trois postes en équivalent temps plein sont concernés par ce transfert (cf. tableau ci-après).

Les modalités de ce transfert de personnels sont soumises aux dispositions prévues par les articles du Code Général des Collectivités.

Concernant ces trois agents exerçant la totalité de leurs fonctions sur la compétence transférées, l'article L.5211-4-1 IV bis 2° du CGCT indique que la répartition des fonctionnaires et agents contractuels transférés par les communes en application du deuxième alinéa du I ou recrutés par l'établissement public de coopération intercommunale et qui sont chargés, pour la totalité de leurs fonctions, de la mise en œuvre de la compétence restituée est décidée d'un commun accord par convention conclue entre l'établissement public et ses communes membres.

Cette convention est soumise pour avis aux comités techniques placés auprès de l'établissement public de coopération intercommunale et auprès de la commune. Elle est notifiée aux agents contractuels et aux fonctionnaires concernés, après avis, selon le cas, des commissions consultatives paritaires ou des commissions administratives paritaires compétentes.

Il convient par conséquent de fixer les termes de cette convention qui concerne trois agents exerçant la totalité de leurs fonctions sur la compétence « Espace Publique Numérique ».

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de décider d'un commun accord de la répartition des personnels qui sont liés pour la totalité de leurs fonctions à la compétence « Espace Publique Numérique »

Article 2 – MODALITES DE TRANSFERT

Les trois agents (fonctionnaires) en fonction au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence et chargés pour la totalité de leurs fonctions de la mise en œuvre de la compétence « Espace Publique Numérique », sont transférés à la Ville de Port-de-Bouc à compter du 1^{er} juillet 2018.

AGENT	GRADE	STATUT	FONCTION	POSITION	MODALITE DE TRASFERT
1	Rédacteur	Titulaire	Médiateur	Activité	Transfert de droit
1	Agent de maîtrise	Titulaire	Médiateur	Activité	Transfert de droit
1	Adjoint territorial d'animation	Titulaire	Médiateur	Activité	Transfert de droit

Article 3 – PERSONNELS TRANSFERES

La présente convention sera notifiée à chacun des trois agents concernés.

Ces agents seront repris par la Ville dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Un arrêté de nomination par voie de transfert sera pris pour chacun des agents par le Maire de la Ville de Port-de-Bouc.

Article 4 – ENTREE EN VIGUEUR DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à la date d'acquisition du caractère exécutoire de celle-ci.

Article 5 - TERME ANTICIPEE DE LA CONVENTION DE GESTION

D'un accord commun des deux parties, il est mis un terme à la convention de gestion entre la commune de Port-de-Bouc et la Métropole-Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence « Développement des Espaces Numériques » au 30 juin 2018.

Article 6- LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Marseille. Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à le.....

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence
Le Président

Pour la Ville de Port-de-Bouc
Le Maire

Jean-Claude GAUDIN

Patricia FERNANDEZ PEDINELLI

CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES DE TRANSFERT DE PERSONNEL A LA VILLE DE SAINT-MITRE-LES-REMPARTS

Entre

La Métropole Aix-Marseille-Provence, sise 58 boulevard Charles Livon – 13307 Marseille, représentée par M. Jean-Claude GAUDIN, Président, dûment habilité à cet effet par délibération n° du Conseil de la Métropole en date du 28 juin 2018,

Ci-après désignée : « la Métropole », d'une part,

Et

La Ville de Saint-Mitre-les-Remparts, Avenue Charles De Gaulle 13920 SAINT MITRE LES REMPARTS, représenté Madame Béatrice ALIPHAT, Maire, dûment habilité à cet effet par délibération n°,

Ci-après désigné : « la ville », d'autre part,

Au 31 décembre 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues exerçait la compétence facultative en matière de « Développement des Espaces Publics Numériques » : Destiné à l'accompagnement aux usages numériques pour tous les publics, un Espace Public Numérique propose des activités d'initiation ou de perfectionnement variées et encadrées, par le biais d'ateliers collectifs, mais également dans le cadre de médiations individuelles et de plages réservées à la libre consultation.

Cette compétence était exercée sur le territoire des communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole exerce la compétence en lieu et place de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Dans sa séance du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole s'est prononcé en faveur de la restitution de la compétence « santé » aux communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts à compter du 1^{er} janvier 2018.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Commune de Saint-Mitre-les-Remparts sera en mesure d'assurer le plein exercice de la compétence « Développement des Espaces Publics Numériques », la communes a confié à la Métropole Aix-Marseille-Provence, par convention la gestion de cette compétence pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2018.

Ainsi, les agents exerçant leurs fonctions dans le cadre des missions relatives à la compétence « Développement des Espaces Publics Numériques » font l'objet d'une attention toute particulière de la Métropole et des communes concernées, dans le respect des dispositions protectrices de l'article L. 5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

1 poste en équivalent temps plein est concerné par ce transfert (cf. tableau ci-après).

Les modalités de ce transfert de personnels sont soumises aux dispositions prévues par les articles du Code Général des Collectivités.

Reçu au Contrôle de légalité le 09 juillet 2018

Concernant cet agent exerçant la totalité de ses fonctions sur la compétence transférées, l'article L.5211-4-1 IV bis 2° du CGCT indique que la répartition des fonctionnaires et contractuel transférés par les communes en application du deuxième alinéa du I ou recrutés par l'établissement public de coopération intercommunale et qui sont chargés, pour la totalité de leurs fonctions, de la mise en œuvre de la compétence restituée est décidée d'un commun accord par convention conclue entre l'établissement public et ses communes membres.

Cette convention est soumise pour avis aux comités techniques placés auprès de l'établissement public de coopération intercommunale et auprès de la commune. Elle est notifiée aux agents territoriaux contractuels et aux fonctionnaires concernés, après avis, selon le cas, des commissions consultatives paritaires ou des commissions administratives paritaires compétentes.

Il convient par conséquent de fixer les termes de cette convention qui concerne les neuf agents exerçant la totalité de leurs fonctions sur la compétence « Développement des Espaces Publics Numériques ».

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de décider d'un commun accord de la répartition des personnels qui sont liés pour la totalité de leurs fonctions à la compétence « Développement des Espaces Publics Numériques »

Article 2 – MODALITES DE TRANSFERT

L'agent (fonctionnaire) en fonction au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence et chargé pour la totalité de ses fonctions de la mise en œuvre de la compétence « Développement des Espaces Publics Numériques », est transféré à la commune de Saint-Mitre-les-Remparts à compter du 1^{er} juillet 2018.

AGENT	GRADE	STATUT	FONCTION	POSITION	MODALITE DE TRASFERT
1	Adjoint territorial d'animation	Titulaire	Médiateur	Activité	Transfert de droit

Article 3 – PERSONNELS TRANSFERES

La présente convention sera notifiée à l'agent concerné.

Cet agent sera repris par la commune de Saint-Mitre-les-Remparts dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Un arrêté de nomination par voie de transfert sera pris par le Maire de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts.

Article 4 – ENTREE EN VIGUEUR DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à la date d'acquisition du caractère exécutoire de celle-ci.

Article 5 - TERME ANTICIPEE DE LA CONVENTION DE GESTION

D'un accord commun des deux parties, il est mis un terme à la convention de gestion entre la commune de Saint-Mitre-les-Remparts et la Métropole-Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence « Développement des Espaces Numériques » au 30 juin 2018.

Article 6- LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Marseille. Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à le.....

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence
Le Président

Pour la commune de Saint-Mitre-les-Remparts
Le Maire

Jean-Claude GAUDIN

Béatrice ALIPHAT